



# SORTIE MONDIALE DES ÉNERGIES FOSSILES

Comment la France peut agir

AVRIL 2026

---

**Publication :** Avril 2026

**Coordination et rédaction :** Gaïa Febvre, Responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat

**Remerciements aux contributrices et contributeurs :**

Bastien Cuq, Responsable énergie au Réseau Action Climat  
Clara Alibert, Chargée de plaidoyer acteurs économiques, CCFD-Terre Solidaire ;  
Fanny Petitbon, Responsable France, 350.org ;  
Hugo Viel, Campaign Strategist, Oil Change International ;  
Lorelei Limousin, Chargée de campagne climat et énergies fossiles, Greenpeace France ;  
Mathieu Paris, Chargé de plaidoyer dette et APD, CCFD-Terre Solidaire ;  
Olivier Guérin, Chargé de plaidoyer Reclaim Finance  
Selma Huart, Chargée de plaidoyer inégalités climatiques, OXFAM France ;  
Simon Bignonneau, Chargé de communication digitale, Réseau Action Climat

**Crédit photo de couverture :** CC Marie-Rose & Julien Ramboz

---

## SOMMAIRE

EN BREF .....	3
RECOMMANDATION N°1. VERS UNE SORTIE DU GAZ FOSSILE ET DU PÉTROLE EN FRANCE ET EN EUROPE .....	4
RECOMMANDATION N°2. VERS UNE TAXATION DES ENTREPRISES DU SECTEUR FOSSILE .....	6
RECOMMANDATION N°3. ANNULER LES DETTES INSOUTENABLES DES PAYS DU SUD QUI LE DEMANDENT .....	8
RECOMMANDATION N°4. CONCRÉTISER LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE .....	9
RECOMMANDATION N°5. RÉGULER LE SECTEUR PRIVÉ .....	10
5.1. INTERDIRE L'EXPANSION FOSSILE.....	10
5.2 REPENSER LES MÉCANISMES DE RÈGLEMENTS DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET ÉTATS.....	12
CONCLUSION : SANTA MARTA, L'OPPORTUNITÉ DE FRANCHIR UN CAP ?.....	13

## En bref

**La première conférence internationale consacrée à une sortie juste et ordonnée des énergies fossiles, prévue fin avril à Santa Marta en Colombie,** se tient dans un contexte où un leadership politique et diplomatique fort est plus que jamais nécessaire face à l'aggravation des violences et des tensions géopolitiques.

Le Réseau Action Climat se tient aux côtés du peuple iranien et de l'ensemble des populations civiles de la région, qui subissent une nouvelle fois le coût humain dévastateur de la guerre, ainsi que l'oppression autoritaire – y compris les défenseurs des droits humains qui, depuis de nombreuses années, font face à la répression pour avoir défendu les droits fondamentaux et la liberté. En plus de son lourd bilan humain, ce conflit a une nouvelle fois mis en évidence à quel point la dépendance de l'Europe à des énergies fossiles importées, coûteuses et risquées la fragilise et l'expose à un chantage malsain. Après une crise récente suite à la guerre en Ukraine, ce sont une nouvelle fois les ménages vulnérables et dépendants de la voiture pour leurs déplacements du quotidien qui paient le prix de la lenteur de la transition hors des énergies fossiles.

**Co-organisée par les gouvernements colombien et néerlandais, la conférence de Santa Marta arrive à un moment critique pour les gouvernements européens et ceux du Sud global afin d'aborder la dépendance persistante aux énergies fossiles dans un contexte géopolitique instable.** La conférence doit envoyer un signal clair : **l'ère des énergies fossiles est révolue.** Les gouvernements doivent agir dès maintenant pour planifier une transition ordonnée, rapide, juste qui place les populations au cœur des décisions, respecte le droit international et les droits humains, et repose sur une coopération diplomatique renforcée entre les nations. **Il ne peut y avoir de paix durable dans une économie fondée sur les énergies fossiles.**

La France et l'Union européenne qui n'avaient pas caché leur profonde déception suite aux résultats de la COP30 au Brésil, ont tout à gagner à s'engager pleinement dans cette initiative et à contribuer à un effet d'entraînement. L'Union européenne dispose déjà d'une base solide grâce à ses politiques climatiques et énergétiques qui, si elles sont renforcées et alignées sur un cadre clair de sortie progressive des énergies fossiles, peuvent accélérer la transition énergétique, protéger les populations et entreprises européennes, et renforcer la dynamique internationale.

**Nous attendons de la Commission européenne, des États membres, plus particulièrement la France, et des pays partageant les mêmes objectifs qu'ils participent au niveau ministériel, et annoncent des engagements concrets et renforcent le dialogue avec les pays partenaires afin de faire progresser la coopération internationale.**

# LES RECOMMANDATIONS

## Recommandation n°1. Vers une sortie du gaz fossile et du pétrole en France et en Europe

Dans une perspective de transition juste et ordonnée, **il est important que l'UE puisse donner des indications concrètes sur la stratégie qu'elle compte mettre en œuvre pour sortir des énergies fossiles**, et en particulier du gaz. Elle peut notamment s'appuyer sur la réduction significative de la demande de gaz des dernières années et le règlement RePowerEU visant à mettre fin aux importations de gaz russe<sup>1</sup> vers l'UE d'ici 2027, pour viser une sortie totale du gaz d'ici 2035.

**Par ailleurs, la France reste très dépendante des énergies fossiles qui représentent 60 % de sa consommation finale d'énergie (42 % pour le pétrole et 17 % pour le gaz).** Si la [nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie](#) prévoit de réduire cette part à environ 40 % en 2030, la France n'est pas actuellement sur cette trajectoire de baisse et les mesures nécessaires pour accélérer cette transition hors des énergies fossiles ne sont pas encore mises en œuvre. Par ailleurs, la PPE3 laisse penser que l'objectif européen de réduction de la consommation d'énergie pour 2030 ne sera pas atteint. Il en résulte un décalage entre l'ambition affichée de la diplomatie climatique française et la perception des autres États autour de la table.

### PPE3 : UN PLAN D'INTENTION PLUTOT QU'UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

La troisième Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, du fait du retard important dans sa publication, a une portée réelle limitée puisqu'elle repose uniquement sur un décret très court. Une loi aurait été plus solide, fondée sur des études d'impact et plus difficile à modifier. Dans ce contexte, la PPE3 semble surtout prolonger la PPE2 (datant de 2018) sans réellement s'adapter aux évolutions récentes, notamment dans le domaine du photovoltaïque. L'article le plus important du décret ne fixe pas de nouveaux objectifs ambitieux : il prolonge simplement ceux de la PPE précédente jusqu'en 2028, en les présentant comme des plafonds et non comme des objectifs à atteindre. Cela peut donner l'impression d'un ralentissement de la transition énergétique plutôt que d'une accélération. De plus, la clause de révision prévue en 2027 réduit encore la portée du texte, puisqu'il pourra être modifié dès les prochaines élections nationales. Le décret apparaît donc davantage comme un document d'intention politique que comme une véritable planification énergétique durable. Enfin, pour améliorer la souveraineté de la France et sortir des fossiles, des axes majeurs semblent avoir été oubliés ou bien sous traités dans la PPE3.

- **Le financement de la transition écologique qui dégringole.** Le soutien budgétaire du gouvernement à la transition énergétique a dégringolé à chaque nouvelle loi de finance (PLF), en 2026<sup>2</sup>, en 2025<sup>3</sup> ou

1 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2026/01/26/russian-gas-imports-council-gives-final-greenlight-to-a-stepwise-ban>

2 <https://reseauactionclimat.org/budget-2026-des-arbitrages-qui-fragilisent-notre-capacite-a-lutter-contre-le-rechauffement-climatique/>

3 <https://reseauactionclimat.org/projet-de-loi-de-finances-doit-on-encore-rappeler-que-la-fin-du-monde-et-la-fin-du-mois-sont-le-meme-combat/>

en 2024<sup>4</sup>. La dernière loi de nature à soutenir la transition énergétique, bien qu'imparfaite, était la loi d'accélération des énergies renouvelables (loi APER), pour laquelle un quart des décrets d'application manquent encore<sup>5</sup>.

- **La réduction de nos consommations d'énergie absente des réflexions.** La trajectoire proposée en mars 2025 ratait déjà la cible, en n'atteignant qu'environ 21,3% de réduction en 2030 avec les mesures proposées. La PPE3 publiée semble acter complètement la rupture avec l'objectif européen, en assumant de ne réduire que de 18% la consommation en 2030 par rapport à 2012, au lieu de 30%.
- **Un ralentissement du développement des renouvelables à contre-courant.** Alors que les progrès industriels et technologiques dans l'éolien et le solaire permettraient des rythmes bien plus élevés qu'auparavant, la prolongation des objectifs de la PPE 2 conduit de facto à une division par deux du rythme d'installation du photovoltaïque et à une sous-exploitation du potentiel d'énergie éolienne.

---

<sup>4</sup> <https://reseauactionclimat.org/coupes-budgetaires-de-bruno-le-maire-le-climat-et-le-pouvoir-dachat-perdants/>

<sup>5</sup> [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/an/117b2456\\_rapport-fond.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/an/117b2456_rapport-fond.pdf)

## Recommandation n°2. Vers une taxation des entreprises du secteur fossile

L'instabilité et les chocs énergétiques que nous vivons en ce moment profitent massivement aux entreprises du pétrole et du gaz<sup>6</sup>. L'envolée des cours de l'énergie a généré un transfert de richesse estimé à plus de 100 milliards de dollars<sup>7</sup>, prélevés sur les ménages qui peinent à couvrir l'inflation des prix de l'énergie et la très grande majorité des entreprises, au profit direct de l'industrie fossile. Les entreprises pétrolières ont fait 81,4 millions d'euros de profits supplémentaires par jour dans l'UE depuis le début de la guerre (2,5 Md sur le mois de mars)<sup>8</sup>.

### 1 milliard de dollars de bénéfices pour TotalEnergies depuis le début du conflit avec l'Iran

Soit près de 868 millions d'euros<sup>9</sup> de bénéfices pour TotalEnergies, en rachetant 70 cargaisons de pétrole dans tout le Moyen-Orient, alors que le conflit avec l'Iran paralysait le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Pendant que la valeur boursière de ces multinationales atteint des sommets<sup>10</sup>, la crise produit des effets immédiats à travers le monde allant de licenciements massifs dans l'industrie textile au Bangladesh au rationnement des carburants au Kenya. La dépendance aux énergies fossiles agit comme un accélérateur d'inégalités, concentrant les revenus de la crise entre les mains de quelques acteurs privés au détriment de la résilience collective.

Il est urgent que les pays européens mettent fin à l'impunité des pollueurs en :

- **instaurant au plus vite une taxe européenne sur les profits des entreprises fossiles**<sup>11</sup>. Au niveau national, la France devrait taxer les dividendes des grandes entreprises polluantes<sup>12</sup>, qui augmentent leurs versements aux actionnaires<sup>13</sup> alors même que la population voit les coûts de sa facture énergétique et des catastrophes climatiques augmenter.

<sup>6</sup> <https://www.ft.com/content/37d49e35-8d0e-4ea6-9db8-74183101f204>

<sup>7</sup> [350.org/press-release/over-100-billion-lost-to-oil-and-gas-price-spikes-in-first-month-of-iran-war-350-org-analysis-shows/](https://www.350.org/press-release/over-100-billion-lost-to-oil-and-gas-price-spikes-in-first-month-of-iran-war-350-org-analysis-shows/)

<sup>8</sup> [https://www.greenpeace.de/publikationen/Uebergewinne\\_Oelkonzerne\\_EU\\_Vergleich.pdf?utm\\_campaign=verkehr&utm\\_source=www.greenpeace.de&utm\\_medium=referral&utm\\_content=press-release](https://www.greenpeace.de/publikationen/Uebergewinne_Oelkonzerne_EU_Vergleich.pdf?utm_campaign=verkehr&utm_source=www.greenpeace.de&utm_medium=referral&utm_content=press-release)

<sup>9</sup> <https://fr.euronews.com/business/2026/03/30/pari-sur-le-petrole-du-moyen-orient-totalenergies-gagne-1-milliard-de-dollars-en-pleine-qu>

<sup>10</sup> <https://www.theguardian.com/business/2026/mar/15/oil-company-shares-soar-to-all-time-highs-as-middle-east-war-turbocharges-price-per-barrel>

<sup>11</sup> <https://policy-practice.oxfam.org/resources/how-to-increase-taxes-on-fossil-fuel-profits-621775/>

<sup>12</sup> <https://www.oxfamfrance.org/rapports/9-mesures-de-fiscalite-climatique-pour-104-milliards-deuros-de-recettes/>

<sup>13</sup> <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/resultats-annuels-de-total-greenpeace-denonce-des-profits-destructeurs/#:~:text=R%C3%A9sultats%20annuels%20de%20Total%20%3A%20Greenpeace%20d%C3%A9nonce%20des%20E2%80%9Cprofits%20destructeurs%20%80%9D,-Publi%C3%A9%20le%2011&text=Ce%20mercredi%2C%20TotalEnergies%20pr%C3%A9sente%20ses,b%C3%A9n%C3%A9fices%20sur%20l'ann%C3%A9e%202025.>

- **soutenant pleinement l'intégration des enjeux de taxation des profits** des entreprises fossiles dans le cadre des négociations de la Convention des Nations unies sur la fiscalité<sup>14</sup>.
- mettant en place **un cadre européen contraignant et harmonisé pour supprimer les subventions aux énergies fossiles** et en assurant une cohérence entre le règlement sur la gouvernance, le budget de l'UE, le State Aid Framework et la directive sur la taxation de l'énergie.

---

<sup>14</sup> <https://www.theguardian.com/environment/2026/feb/01/fossil-fuel-firms-may-have-to-pay-for-climate-damage-under-proposed-un-tax>

## Recommandation n°3. Annuler les dettes insoutenables des pays du Sud qui le demandent

La dette des pays du Sud qui en font la demande, doit être annulée, afin de rétablir la viabilité de la dette et permettre aux gouvernements de financer une sortie des énergies fossiles. Aujourd'hui, nombre de pays doivent utiliser les fonds obtenus par l'exploitation des énergies fossiles pour financer les remboursements de leur dette, en majorité auprès de créanciers privés non-régulés.

En effet, les pays du Sud, qui ont le moins contribué au changement climatique mais en subissent le plus les impacts, se voient contraints d'emprunter pour y faire face puis de continuer voir amplifier des activités polluantes, notamment fossiles, afin de rembourser leur dette<sup>15</sup>. Enfin, la France doit soutenir l'établissement d'une Convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine, visant à réformer l'architecture mondiale de la dette, pour la prévention et la résolution des crises de la dette, comme demandé par les groupes AOSIS et des pays africains lors des négociations pour la 4e Conférence internationale sur le Financement du développement des Nations Unies.

---

<sup>15</sup> <https://www.downtoearth.org.in/africa/african-countries-forced-to-extract-fossil-fuels-to-service-external-debt-report>

## Recommandation N°4. Concrétiser les engagements financiers de la France et de l'Europe

L'UE et les États-membres doivent contribuer à créer un effet d'entraînement en annonçant leurs objectifs de financements climat internationaux pour la période 2026-2035, et inciter d'autres pays développés à suivre leur exemple, **afin d'atteindre l'objectif annuel de 300 milliards de dollars fixé par le NCQG** (nouvel objectif financier pris à la COP29).

Pour le moment, **la France n'a pas annoncé son nouvel objectif de financement climat post 2025.**

### LE COÛT HUMAIN DU PÉTROLE ET DU GAZ

#### Cas d'étude du pétrole en Irak

L'exploitation du pétrole et du gaz engendre des coûts humains considérables, souvent invisibles. En Irak, classé parmi les cinq pays les plus affectés par le changement climatique, le torchage massif de gaz, qui consiste à brûler les gaz issus de l'extraction du pétrole, expose les populations à des substances hautement toxiques. Autour du champ d'Halfaya, dont TotalEnergies détient 22,5% du consortium<sup>16</sup>, les torchères fonctionnent en continu, rejetant des fumées et résidus chimiques qui contaminent durablement l'air, les sols et les eaux. Les habitants subissent une exposition chronique à cette pollution, avec des conséquences graves sur la santé, notamment une hausse des cancers, et des déplacements forcés face à la dégradation des conditions de vie. Dans un pays déjà fortement exposé au changement climatique, sécheresses, stress hydrique, hausse des températures, cette dépendance aux hydrocarbures renforce un cercle vicieux aux conséquences humaines durables. À l'échelle mondiale, les énergies fossiles sont responsables d'environ 5 millions de morts prématurées chaque année, principalement en raison de la pollution de l'air<sup>17</sup>.

#### Cas d'étude du gaz au Mozambique

L'essor de l'industrie gazière soulève également des enjeux majeurs en matière de droits humains. Au Mozambique, le projet Mozambique LNG, porté notamment par TotalEnergies<sup>18</sup>, s'inscrit dans un contexte de conflit armé ayant causé des milliers de morts et des déplacements massifs. Le développement de ces projets a contribué à accentuer les tensions locales, en lien avec les déplacements de populations, les inégalités et le faible partage des bénéfices. La sécurisation des sites a également entraîné une militarisation accrue, exposant davantage les civils aux violences. Le 19 mars 2026, des experts des Nations unies ont ainsi exprimé leur vive inquiétude, avertissant que ces projets pourraient « aggraver des défis persistants en matière de droits humains dans la province de Cabo Delgado »<sup>19</sup>, notamment à la suite du soutien financier apporté à de nouvelles infrastructures gazières.

<sup>16</sup> <https://ccfd-terresolidaire.org/rapport-irak-le-berceau-de-lhumanite-menace-par-lindustrie-petroliere/>

<sup>17</sup> [https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/04/cop28-les-energies-fossiles-tuent-5-millions-de-personnes-par-an-dans-le-monde\\_6203874\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/04/cop28-les-energies-fossiles-tuent-5-millions-de-personnes-par-an-dans-le-monde_6203874_3244.html)

<sup>18</sup> <https://www.amisdelaterre.org/campagne/gaz-mozambique-violence-totale/>

<sup>19</sup> <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2026/03/mozambique-un-experts-concerned-african-development-bank-funding-floating>

## Recommandation n°5. Réguler le secteur privé

### 5.1. INTERDIRE L'EXPANSION FOSSILE

De par les activités de ses entreprises industrielles et financières, la France participe très activement à l'ouverture de nouveaux projets d'exploration et d'exploitation de gisements fossiles, gaz et pétrole en particulier. Pourtant, comme rappelé dans le récent avis consultatif de la Cour internationale de justice de juillet 2025,

- paragraphe 428 : *“un État peut voir sa responsabilité engagée si, par exemple, il a manqué d'exercer la diligence requise en ne prenant pas les mesures réglementaires et législatives nécessaires pour limiter la quantité d'émissions causées par les acteurs privés relevant de sa juridiction”.*
- paragraphe 427 : *“Le fait pour un État de ne pas prendre les mesures appropriées pour protéger le système climatique contre les émissions de GES - notamment en produisant ou en utilisant des combustibles fossiles, ou en octroyant des permis d'exploration ou des subventions pour les combustibles fossiles- peut constituer un fait internationalement illicite attribuable à cet État”.*

### TOTALENERGIES : L'EMBLÈME D'UNE CONTRADICTION FRANÇAISE

#### TotalEnergies mise sur l'augmentation de sa production d'hydrocarbures

- Début 2026, TotalEnergies a renoncé à son objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050<sup>20</sup>, augmente ses investissements dans le pétrole et le gaz, de 33 % à 35 % sur 2026-2030 et, baisse ses investissements dans l'électricité (solaire, éolien, mais aussi gaz) : 3,5 milliards par an d'ici 2030<sup>21</sup>, contre 4-5 milliards aujourd'hui.

- En 2025, la production d'énergie à partir d'hydrocarbures continuait à représenter plus de 97% de la production d'énergie de TotalEnergies (calcul Greenpeace<sup>22</sup>), c'est plus de 3,9% par rapport à l'année d'avant. En 2024, seuls 1,6% du mix énergétique de l'entreprise provenait d'énergies renouvelables.<sup>23</sup>

À cela s'ajoute, le renoncement à deux programmes d'éolien en mer aux États-Unis contre le versement de 928 millions de dollars<sup>24</sup> de la part des autorités américaines pour financer, entre autres, les quatre premières unités de la future usine de Rio Grande LNG, au Texas. Un grand projet de terminal de gaz naturel liquéfié (GNL)<sup>25</sup>, dont TotalEnergies est partie prenante avec l'américain NextDecade. Autres investissements demandés par l'administration américaine : le « développement de l'exploitation pétrolière conventionnelle » dans le Golfe du Mexique, ainsi que « la production de gaz de schiste ». Or,

<sup>20</sup> [https://totalenergies.com/system/files/documents/totalenergies\\_sustainability-climate-2026-progress-report\\_2026\\_fr.pdf](https://totalenergies.com/system/files/documents/totalenergies_sustainability-climate-2026-progress-report_2026_fr.pdf)

<sup>21</sup> [https://totalenergies.com/system/files/documents/totalenergies\\_sustainability-climate-2026-progress-report\\_2026\\_fr.pdf](https://totalenergies.com/system/files/documents/totalenergies_sustainability-climate-2026-progress-report_2026_fr.pdf)

<sup>22</sup> <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/resultats-annuels-de-total-greenpeace-denonce-des-profits-destructeurs/>

<sup>23</sup> <https://www.aefinfo.fr/depeche/744779-le-detail-des-347-sites-de-renouvelables-detenus-par-totalenergies-en-2024-soit-16-de-son-energie-produite-23>

<sup>24</sup> [https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/23/totalenergies-et-l-administration-trump-concluent-un-accord-d-environ-1-milliard-de-dollars-pour-annuler-des-projets-eoliens-en-mer\\_6673952\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/23/totalenergies-et-l-administration-trump-concluent-un-accord-d-environ-1-milliard-de-dollars-pour-annuler-des-projets-eoliens-en-mer_6673952_3234.html)

<sup>25</sup> [https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/02/des-etats-unis-au-qatar-une-course-effrenee-au-gaz-naturel-liquefie\\_6651072\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/02/des-etats-unis-au-qatar-une-course-effrenee-au-gaz-naturel-liquefie_6651072_3234.html)

[l'exploitation du gaz de schiste](#)<sup>26</sup> repose sur la fracturation hydraulique – une méthode autorisée aux Etats-Unis, mais prohibée sur le sol français, car nocive pour l'environnement.

## Diplomatie fossile ou diplomatie climat ? Un enjeu de crédibilité internationale de la France

L'État français est aujourd'hui l'un des principaux actionnaires de TotalEnergies, puisque la Caisse des dépôts et consignations – le bras armé financier de l'État – possède plus de 30 millions d'actions du géant pétro-gazier, pour une valeur estimée de 1,69 milliard d'euros. C'est environ 1,37% du capital, ce qui fait de la CDC – et à travers elle de l'État français – l'un des tout premiers actionnaires de l'entreprise.<sup>27</sup> Au-delà de l'engagement financier dans le capital de l'entreprise, la France apporte régulièrement son soutien à TotalEnergies, lors des voyages diplomatiques, par la voix du président de la République et des ambassadeurs français. **Pour plus de détail, lire notre décryptage sur la diplomatie fossile de la France.**<sup>28</sup>

Le soutien protéiforme de l'État français aux entreprises du secteur notamment gazier, est justifié par le fait que ces entreprises devraient "jouer un rôle clé dans la transition". Pourtant, TotalEnergies n'a pas de stratégie cohérente de sortie des énergies fossiles et mise même sur l'augmentation de la production d'hydrocarbures.

Si la France veut être crédible à l'international sur son engagement à sortir des énergies fossiles, elle doit aligner sa diplomatie économique sur les objectifs de l'Accord de Paris. Cela implique d'arrêter de soutenir et de proposer un cadre de transformation industrielle de toute entreprise contribuant à l'expansion de la production d'énergies fossiles.

Ainsi, il paraît difficile pour la France de se dédouaner de sa responsabilité dans l'expansion fossile d'entreprises françaises comme TotalEnergies et dans les financements accordés par des acteurs financiers comme BPCE ou Amundi/Crédit Agricole à celle-ci. Par ailleurs, malgré leurs engagements volontaires, les acteurs financiers français n'ont toujours pas arrêté de financer le charbon. BNP Paribas occupait en 2025 la troisième place du podium des banques européennes qui ont le plus soutenu l'industrie du charbon thermique entre 2022 et 2024 à hauteur de près d'1,5 milliard de dollars, suivie au niveau français par la Société Générale (511 millions US\$), le Crédit Agricole (453M\$) et le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne (245 millions US\$) – voir l'analyse de Reclaim Finance.<sup>29</sup> **Les secteurs économiques et financiers doivent être régulés pour qu'ils s'alignent sur les objectifs ambitieux de la France et de l'UE.**

<sup>26</sup> [https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/08/12/le-gaz-d-alaska-et-du-texas-l-arme-energetique-de-donald-trump\\_6628322\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/08/12/le-gaz-d-alaska-et-du-texas-l-arme-energetique-de-donald-trump_6628322_3234.html)

<sup>27</sup> <https://multinationales.org/fr/a-chaud/actualites/la-presence-discrete-de-l-etat-francais-au-capital-de-totalenergies>

<sup>28</sup> Réseau Action Climat, LES CONTRADICTIONS FRANÇAISES SUR LA SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2024/04/brief-media-diplomatie-fossiles.pdf>

<sup>29</sup> <https://reclaimfinance.org/site/2025/10/23/dix-ans-de-laccord-de-paris-un-leadership-francais-a-la-peine-sur-le-charbon/>

## 5.2 REPENSER LES MÉCANISMES DE RÈGLEMENTS DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET ÉTATS

Il serait bienvenu que l'UE et les États-membres s'attaquent à ce sujet, notamment en suggérant de mettre un terme aux traités existants (ou de supprimer des dispositions relatives au RDIE de ces derniers), la neutralisation des clauses de caducité et l'exclusion de toute forme de RDIE des nouveaux accords. Le président colombien Gustavo Petro a pris le 25 mars dernier une position forte en annonçant que la Colombie<sup>30</sup> se retirera des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États, à la suite d'un appel de plus de 200 économistes et universitaires<sup>31</sup>. Cette décision traduit une volonté de remettre en question des dispositifs qui freinent des politiques publiques ambitieuses pour répondre aux urgences climatiques, sociales et environnementales. **Cette décision colombienne participe à l'effort mondial pour garantir que les entreprises ne puissent entraver des régulations nécessaires.**

---

<sup>30</sup> <https://www.presidencia.gov.co/prensa/Paginas/Colombia-saldra-del-regimen-de-arbitraje-internacional-de-inversion-presidente-260325.aspx>

<sup>31</sup> <https://www.bu.edu/gdp/2026/03/19/isds-letter/>

## Conclusion : Santa Marta, l'opportunité de franchir un cap ?

**La conférence de Santa Marta constitue une opportunité cruciale** d'aider à dépasser des blocages persistants dans certaines instances multilatérales comme les COPs et de marquer un tournant décisif vers une transition mondiale hors des énergies fossiles. Elle offre également la possibilité de lancer les préparatifs pour l'élaboration d'un cadre clair de sortie progressive des énergies fossiles pour l'Union européenne.

**Les gouvernements doivent envoyer un signal clair : l'expansion des énergies fossiles n'a pas sa place dans un monde aligné sur l'objectif de 1,5 °C**, et ils devraient soutenir le fait que les résultats de la conférence alimentent le processus de feuille de route de sortie des fossiles initiée par la présidence brésilienne de la COP30.

**L'Union européenne et la France ont des responsabilités et une opportunité** particulière de contribuer activement au lancement, à Santa Marta, d'un processus politique visant à lever les barrières et identifier les leviers pour éliminer progressivement les énergies fossiles de manière juste et ordonnée.

**La France doit mettre fin à sa diplomatie fossile et aligner sa diplomatie économique sur les objectifs de l'Accord de Paris.**

**Les résultats doivent garantir que la transition soit juste, inclusive et soutenue par la coopération internationale.** Santa Marta peut accélérer la transition vers un système énergétique mondial juste et résilient, entièrement fondé sur les énergies renouvelables.

## RÉSEAU ACTION CLIMAT

Le Réseau Action Climat-France, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 1300 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

Mundo M  
47 avenue Pasteur  
93100 Montreuil  
01 48 58 83 92  
[reseauactionclimat.org](http://reseauactionclimat.org)

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

